

Le combat contre le totalitarisme islamiste devra d'abord être gagné dans nos têtes



François Hollande a eu raison d'engager l'armée française contre les terroristes islamistes qui ont envahi le Mali. Gilles-William Goldnadel revient aussi sur les leçon de déontologies prodiguées par le journal Le Monde...

Avec Gilles-William
Goldnadel

François Hollande, Président de la République, a eu raison d'engager l'armée française dans la guerre contre les terroristes islamistes ayant envahi le Mali. J'écris cette phrase, sans le moindre état d'âme, après cette semaine de quasi unité nationale et alors que la cacophonie médiatique et démocratique est en train, inévitablement, de rompre ce consensus rare.

Il est à l'honneur de la droite française d'avoir, dans sa très grande majorité, approuvé l'initiative du président socialiste. Sans pouvoir me livrer à un impossible et vain procès d'intention, il est loin d'être évident que la gauche aurait adopté une position symétrique, et j'ai encore en mémoire, les saillies anticolonialistes qu'avait valu à Giscard d'Estaing le sauvetage humanitaire par nos parachutistes des Français et des Belges menacés à Kolwezi.

Toujours est-il que la gauche française, dans son ensemble, et de manière peu surprenante compte tenu du contexte politique, se sera bien tenu, à l'exception notable de Mélenchon Jean-Luc et de **Mamère Noël. Le Gérard du mauvais goût aurait dû, normalement, être attribué au béglaï vert pour des déclarations particulièrement écœurantes, qualifiant les soldats maliens de "traînes savates"**. On imagine un peu la réaction médiatique si l'auteur de cette sortie avait été fille de borgne. Il est vrai que ces soldats, alliés à la France, portent un uniforme -fut-il élimé- et combattent des islamistes enturbannés, ce qui est de nature à expliquer l'habituel réflexe pavlovien de ce député vert qui pense réfléchir.

À droite, la fausse note est venue de Lionel Luca désignant François Hollande comme responsable de la prise d'otages en Algérie. Si j'étais grossier, je dirais que cette sortie est digne d'un Mamère.

Sur le fond, il fallait intervenir au Mali avant que ne tombe Bamako, pas seulement pour empêcher les djihadistes de continuer à appliquer de force la charia, à couper des mains ou à détruire le pays Dogon mais encore pour leur faire comprendre qu'il existe encore en Afrique comme en Occident des gens qui savent leur dire non, y compris les armes à la main.

En Afrique et au Mali, tout d'abord, qui peut se construire politiquement - car on se construit toujours en creux - dans la lutte contre l'islamisme totalitaire. Au passage, cet antagonisme entre ce dernier, cruel et obscurantiste, et l'islam de l'Afrique Noire, tolérant et synchrétique, constitue la réponse la plus concrète à l'islamophobie de l'ignorance.

C'est ici qu'il faut avoir le courage d'oser dire le mépris dans lequel les Noirs d'Afrique -musulmans, animistes ou chrétiens- auront été tenus par la radicalité arabo-Islamique, non seulement au Mali mais encore dans le Soudan génocidaire, dans la Mauritanie

esclavagiste, en Libye ou dans les potentats pétroliers wahabites qui encouragent d'autant plus impunément la croisade verte que droite et gauche françaises réunies les traitent avec une révérencieuse obséquiosité. Il aura fallu toute la prévarication des chefs d'État de l'Afrique Noire et l'aveuglement occidental pour ne pas l'évoquer ou le voir jusqu'à présent.

En Occident, ensuite, où l'on commence enfin à comprendre que le combat contre la barbarie islamiste est un combat mondial, dont la ligne de front élastique passe désormais par Bouake comme par Toulouse. Certes, ce combat doit être gagné d'abord dans les têtes, et il est loin de l'être.

Il commence par celui des mots. Appeler un terroriste, un terroriste. Un terroriste islamiste, un terroriste islamiste et non, comme l'a fait François Hollande, félicité curieusement par l'organe représentatif des musulmans de France (pourtant pas islamiste, à ce que je sache), privé de l'épithète indispensable à son identification. Dans ce domaine du nécessaire courage de nommer, le président devra compter avec les alliés qu'il a cru devoir se trouver.

S'agissant de l'esclavage des noirs que j'évoquais plus haut, je rappelais dans ma "question blanche" que sa ministre, Mme Taubira, lorsqu'on lui demanda pour quelles raisons sa loi éponyme n'incriminait que la seule traite transatlantique occidentale, à l'exclusion du commerce négrier arabe encore plus cruel et durable, avait répondu sans ambages qu'il était hors de question de désespérer les jeunes des banlieues...

Il passe aussi par celui du cœur. Avoir le droit, en certaines circonstances, d'être manichéen. De discerner le bien du mal, et un hybride d'abruti et de gangster, coupeur de têtes et de mains, d'un soldat venu défendre un pays envahi et des principes élémentaires d'humanité. Le droit encore de haïr la haine, sans se voir imposer de sempiternelles leçons de complexité par des simplistes invétérés.

François Hollande, ainsi que son ministre de l'Intérieur, ont également eu raison de ne pas se livrer au procès trop facile de l'Algérie intransigeante envers une terreur islamiste qu'elle ne connaît que trop. Fabius, le lendemain, leur a, évidemment, emboîté le pas. Dommage que notre ministre des affaires étrangères, n'ait pas adopté il y a quelques semaines la même attitude au lieu de renvoyer dos à dos un mouvement islamo-terroriste lanceur de roquettes et le pays qui les recevait.

Sans rentrer dans les détails mal connus d'une opération algérienne peut-être mal menée, il faudra bien un jour accepter de discuter ce postulat indiscutable qui impose en France d'accepter de discuter.

Si l'on veut briser le cercle vicieux s'élargissant du commerce des otages, de ces razzias qui remontent à la piraterie barbaresque, il faut, non seulement à la manière russe, mais encore anglaise, refuser de payer le prix. Et non, comme le fait la France, en versant rançon en catimini tout en bombant le torse en public. Mais pour ce faire, la presse hexagonale devra se livrer à une réflexion minimale sur la nécessité de ne pas entretenir l'émotion indispensable recherchée par les maîtres chanteurs.

Puisque j'en suis à ce stade de la pensée indicible, ce culte des otages libérés (à plaindre, mais pas à encenser) et qui va jusqu'à honorer leurs parents (je pense à la mère de Florence Aubenas grande pétitionnaire, à l'ancienne épouse vibrionnante de Jean-Paul Kauffmann, au père de Guilat Shalit, candidat aux élections, à Ingrid Betancourt, depuis largement débâtifiée) pourrait peut-être être modéré.

Je sais bien que s'il m'arrivait, par malheur, la même horrible épreuve, j'irais, le premier, me traîner aux pieds du pouvoir ou des ravisseurs. C'est précisément pour que cesse l'ignominie, que j'ose le débat. Car il peut arriver que la raison d'État coïncide avec celle du cœur.

Le Monde, il y a quelques jours, a offert une de ces leçons de déontologie dont il n'est pas avare, à Philippe Cohen pour avoir accepté de donner une interview à la très à droite Radio Courtoisie, concernant le dernier opus qu'il a commis en compagnie de son complice Pierre Péan, et consacré à Jean-Marie Le Pen. Après s'être étonné de ce que l'interview de Radio Courtoisie ait été menée courtoisement, **l'auteur de l'article a laissé à penser que le livre donnait dans l'hagiographie. Apparemment, le journaliste qui rapporte que le portraituré a assigné en justice les deux auteurs, n'y voit aucune contradiction.**

Quant à moi, je me refuse à penser qu'un tel article consacré à deux journalistes ayant auparavant publié le livre le plus critique et argumenté consacré au Monde (qui a fini au pilon, ce qui est croquignolet de la part des chantres de la liberté d'expression) tiendrait du règlement de comptes. Sur le fond, il faudra nous dire une bonne fois pour toutes si consentir une interview à un organe extrême relève, pour reprendre l'expression Mondaine, de *"la liaison dangereuse"*. Dans cette occurrence, je m'en vais relever, dans le même et sain esprit de police, les noms de tous les compagnons de route et autres cryptocommunistes qui ont osé accorder un entretien à l'Humanité ces dix dernières années.

Puisque nous sommes dans le questionnement déontologique de la pratique journalistique des interviews, restons-y, pour un cas pratique que j'aimerais soumettre à la sagacité de mes lecteurs.

Il s'agit précisément, du très vétilleux journal précité, et de son pigiste occasionnel en Israël, M. Benjamin Barthe, transfuge de l'Humanité. Je signale ce dernier point, car j'ai remarqué que son journal ne manquait jamais une occasion de rappeler qu'un mien client avait officié pour Minute il y a plus d'un quart de siècle. Il est vrai qu'il s'agit là d'un crime imprescriptible.

Or donc, M. Barthe a procédé à l'interview de Michel Warchawski qui se livre, ainsi qu'il en est coutumier, à la critique acerbe de la politique israélienne. Mon lecteur sagace se doute que ce n'est pas ce qui m'étonne dans les colonnes du vespéral.

Ce qui en revanche m'aura surpris -et il en faut pourtant beaucoup en la matière- c'est la présentation lénifiante de son interviewé Warchawski par l'intervieweur Barthe : *"Journaliste et militant de gauche israélien, il est l'un des vétérans de la lutte contre l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens, ses engagements notamment au sein du Centre d'Information Alternative,*

qu'il a fondé à Jérusalem au début des années 80, lui ont valu de recevoir cet automne le prix des droits de l'homme de la république française".

Connaissant le récipiendaire Warchawski de réputation, et ne voulant en aucun cas donner dans la spéculation intellectuelle, je citerai ci-après la notice que tout un chacun peut lire sur Wikipédia qui n'est pas, que je sache, vendu à Sion : *"journaliste et militant d'extrême gauche israélien, se revendiquant comme pacifiste, cofondateur et président du Centre d'Information Alternative.*

Antisioniste, il souhaite le remplacement d'Israël comme État juif par un État binational (...)

En 1989, il est condamné à 20 mois de prison ferme pour «prestations de services à organisation illégale" pour avoir imprimé des tracts relatifs à l'organisation palestinienne FPLP de Georges Habache, organisation placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada, des États-Unis d'Amérique et de l'Union Européenne (...) Il donne, entre 2003 et 2005 une série de conférences sur le conflit israélo-palestinien dans une vingtaine de grandes villes françaises et leurs banlieues (centres associatifs, écoles) avec Dominique Vidal du Monde Diplomatique et Leila Shahid , déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union Européenne. La présence de ces intervenants au sein d'établissements publics crée une polémique, notamment à travers des tribunes dans le Figaro ou France-Israël et les réunions sont interdites dans les établissements scolaires.

Entre septembre 2008 et 2010, il est chroniqueur dans le journal satirique Siné hebdo."

Bien entendu, il n'est pas de mon intention ici et maintenant de critiquer les idées et les actes de Michel Warchawski.

Mon propos, on l'aura compris, est ailleurs : ceux qui considèrent, comme moi, que la présentation intellectuellement malhonnête de l'intéressé était de nature à tromper le lecteur et à l'amener à considérer que ses idées étaient celles d'un Israélien issu de la gauche critique habituelle peuvent écrire à ce journal épris de déontologie.

Les autres pourront toujours me gratifier de leurs commentaires injurieux sous le présent article.

PS : j'indique, pour être complet, que Michel Warchawski a effectivement reçu le prix des Droits de l'Homme des mains de Mme Christiane Taubira, Garde des Sceaux.

Le récipiendaire, en la présence de la ministre de la justice, a rendu hommage aux actions de boycott des produits Israéliens, précisément sanctionnés par la justice française.

Le fait qu'un membre d'un gouvernement, qui s'est récemment déclaré déterminé à lutter, après le massacre de Toulouse, contre toutes les nouvelles sources de la haine antijuive remette un prix *"des droits de l'homme"* à un antisioniste radical, condamné de surcroît pour ses liens avec une organisation terroriste en dit long sur la schizophrénie de la gauche française en la matière.